



DANS LES CITES, UN FÉMINISME D'AVENIR ?

ENQUÊTE

MANON PAULIC

C'EST L'HISTOIRE d'un « grand gâchis », selon certaines. D'une « trahison », préfèrent dire d'autres. Qu'importe le qualificatif, vingt ans après son apparition, Ni putes ni soumises suscite encore une grande rancœur dans les quartiers populaires. L'association, dont l'objectif était pourtant de libérer la parole des femmes des cités et d'améliorer leurs conditions de vie, a eu pour effet de briser la confiance naissante et fragile que les habitants des quartiers populaires pouvaient placer dans le mouvement féministe.

Dans un café de Saint-Denis, où elle vit avec sa compagne et leur fille, Hanane Ameqrane, militante franco-marocaine de 40 ans, remonte le fil de l'histoire. Elle commence en 2002 avec la mort de Sohane Benziane, une adolescente de 17 ans immolée par son ex-compagnon dans une cité de Vitry-sur-Seine. À l'époque, ce féminisme bouleverse au-delà des frontières du Val-de-Marne. Dans les cités, des femmes, fatiguées de leurs conditions d'existence et lassées des conséquences dramatiques du patriarcat sur leur vie, prennent la parole et s'organisent. « Leur démarche était sincère et nécessaire », soutient Hanane. Parmi elles, Fadela Amara. Cette militante féministe de 38 ans liée à SOS Racisme réunit une poignée de consœurs pour lancer, à travers la France, des « marches des femmes des quartiers pour l'égalité et contre les ghettos ». L'appel à défilé est un succès. Un an plus tard, le mouvement s'officialise et l'association Ni putes ni soumises voit le jour.

Rapidement, pourtant, cette dernière fait l'objet de vives critiques. La cause que défend l'association est noble mais les méthodes contre-productives,

critiquent ses détracteurs.

On lui reproche d'édulcorer la lutte pour mieux coller au féminisme étatique et de faire preuve de « féminonationalisme », concept forgé par la sociologue britannique Sara Farris, qui décrit le fait d'instrumentaliser la cause des femmes à des fins racistes et coloniales. Au nom de la laïcité, l'association fait fi des spécificités de ces populations marquées par une histoire particulière, celle du colonialisme. Les critiques se font plus vives encore en 2007, lorsque Fadela Amara rejoint le gouvernement de François Fillon en tant que secrétaire d'État chargée de la politique de la ville.

Dans les cités, l'effet est à l'opposé de l'objectif. « Ni putes ni soumises a contribué à stigmatiser encore un peu plus les hommes issus de l'immigration, comme s'ils étaient les seuls au sein de la société à faire preuve de violence, estime Hanane Ameqrane. Au lieu de libérer la parole des femmes, ça nous a fait taire encore plus. On ne voulait pas que ça retombe une fois de plus sur nos frères, nos darons, nos cousins. » Le travail entamé par des organisations féministes qui œuvraient depuis les années 1980, telles que Zâama d'banlieue, à Lyon, ou Voix d'elles rebelles, à Saint-Denis, est soudainement réduit à néant : le féminisme est devenu un outil de femmes blanches des beaux quartiers et n'est plus le bienvenu dans les banlieues populaires.

L'AMBITION D'UNE RÉVOLUTION

En 2004, le retour du débat sur le port du voile est l'occasion de repenser le féminisme dans les quartiers populaires. L'intersectionnalité fait son entrée sur le devant de la scène féministe. Hérité des militantes afro-américaines, ce mouvement prend en compte la totalité des discriminations dont souffrent les femmes racisées, à savoir sexistes mais aussi ethniques, sociales, économiques et religieuses. Ce nouvel angle d'attaque parle aux jeunes femmes des quartiers populaires, qui se réconcilient avec le



terme « féminisme ». « Notre féminisme n'est pas déconnecté de nos conditions matérielles, explique Hanane Ameqrane. On ne peut pas se permettre de privilégier un combat plutôt qu'un autre parce qu'on est sur tous les fronts. Un jour, tu gères les galères de tes petites sœurs avec Parcoursup, un autre, tu te bats avec l'administration pour la retraite de ton père. La semaine d'après, tu dois sortir ton frère de garde à vue avant d'aller faire la traductrice chez le médecin pour ta mère dépressive que l'on accuse d'être victime du syndrome méditerranéen. Être une femme des quartiers, c'est tout ça. Nos luttes s'articulent entre elles. Elles sont indissociables. »

Pour Fatima Ouassak, autrice de *Pour une écologie pirate : et nous serons libres* (La Découverte, 2023), cette forme de féminisme est peut-être née dans les quartiers populaires, mais elle a quelque chose à dire sur la société dans sa globalité. « Dans les quartiers, on a plus de facilités à inscrire la lutte féministe dans les conditions matérielles d'existence, explique cette militante antiraciste de 47 ans, habitante de Bagnolet. Que signifie travailler dans la vie d'une femme de banlieue populaire ? Quelles sont les conséquences du manque de services publics, de crèches, pour une femme qui élève seule ses enfants tout en assumant un emploi aux horaires décalés pour un salaire de misère ? Et pour une femme qui se retrouve du jour au lendemain sans-papiers ? Tout à coup, la question féministe est très concrète. Dans les quartiers, le blabla, ça ne marche pas. » Attentive au sens des mots, Fatima Ouassak rejette le terme de féminisme des quartiers. « Je parlerais plutôt de point de vue, précise l'ancienne consultante en politiques publiques. Tout féminisme est situé, y compris le féminisme majoritaire, qui vient plutôt des quartiers pavillonnaires, seulement on ne le précise jamais ! On a affaire à des femmes qui n'ont pas de problèmes matériels, raison pour laquelle la question du travail est si peu présente. » Et lorsqu'elle est abordée, c'est souvent pour souligner la différence de salaire entre femmes et hommes à poste identique, ou la discrimination sexiste à l'embauche. Or, ces problématiques concernent assez peu les

femmes des quartiers populaires. Celles-ci, plus souvent caissières ou employées de ménage, sont surtout touchées par l'ethnisation et la sexualisation de leurs secteurs d'activité.

C'est ce décalage qu'Annabelle, jeune queer de 25 ans, habitante d'un HLM dans le Val-de-Marne, a cherché à mettre en lumière en créant le podcast *On est là*, dans lequel elle donne la parole aux femmes des quartiers populaires. Sur Instagram, en novembre 2022, la jeune femme interpelle les représentantes d'un féminisme majoritaire qui rappellent chaque année que les femmes commencent à travailler gratuitement à partir de novembre. « Les femmes blanches, oui, réplique Annabelle. Pour les femmes racisées, ça commence à partir de juin. » Les statistiques ethniques étant interdites en France, la créatrice de contenus, comme d'autres afroféministes de l'Hexagone, s'appuie sur des études américaines. Selon l'Institute for Women's Policy Research, les femmes noires gagneraient en moyenne 38 % de moins que les hommes blancs, mais aussi 21 % de moins que les femmes blanches. « C'est le principe de la poupée russe, poursuit la jeune femme. Tu identifies un problème et tu te rends compte qu'à l'intérieur, il y en a quatre autres. Les femmes de cité cumulent les oppressions. Quand tu t'intéresses à elles, tu comprends tout ce qu'il faut changer dans la société. »

Dans les quartiers populaires, le féminisme cherche à mettre en lumière les angles morts du féminisme majoritaire, aussi dit « bourgeois » et, en résumé, blanc. Fatima Ouassak, dont le premier ouvrage s'intitule *La Puissance des mères* (La Découverte, 2020), voit dans la maternité un outil politique capable de faire émerger un monde plus juste non seulement pour les femmes, mais aussi pour tous les dominés, y compris les hommes racisés. « Le patriarcat n'est pas qu'une histoire de relations interpersonnelles, c'est avant tout une affaire



de domination et de pouvoir, rappelle-t-elle. Dans les années 2000, certaines féministes étaient envoyées réforme. « Une provocation », pour Youlie Yamamoto, fondatrice du mouvement et porte-parole de l'association altermondialiste Attac, qui a travaillé avec d'autres féministes à dénoncer ce « mensonge ». En 2020, soixante-dix cortèges de Rosies défilaient dans toute la France, attirant dans leur sillon des femmes n'appartenant pas au milieu syndical. Youlie Yamamoto se réjouit de voir, cette année, une vraie diversité générationnelle et une grande mixité au sein des cortèges dans les cités pour changer les hommes racisés, comme s'ils avaient leur petit patriarcat à eux, comme s'ils étaient des hommes de pouvoir. Rappelons que l'expérience des garçons et des hommes arabes, en France, c'est d'être contrôlé régulièrement par la police. On les amène au poste pour rien, on leur demande de se mettre nu et de se baisser pour pouvoir fouiller leur derrière. Certains sont menacés, d'autres sont violés. Je crois qu'en tant que féministes, nous avons quelque chose à dire là-dessus même manière, peu importe la couleur de peau de l'agresseur ». Un tel discours, typiquement intersectionnel, reste aux yeux de nombreuses féministes issues du courant majoritaire, au mieux totalement hors sujet, au pire contradictoire avec la lutte pour les droits des femmes.

CHANGER D'ANGLE

Car si l'objectif de toutes les féministes est commun, à savoir protéger les femmes, les chemins pour y arriver divergent en fonction des classes sociales. Depuis #MeToo, les victimes de violences sexistes et sexuelles (VSS) sont encouragées à rompre toute relation avec leur agresseur. Pour Annabelle, couper les ponts est rarement envisageable dans les cités. La précarité empêche nombre de jeunes queers de faire leur coming out, de peur de se retrouver à la rue, ou dans une structure d'accueil loin de leur milieu culturel. « Ceux qui ont les ressources matérielles peuvent être intransigeants mais, nous, on est obligées de faire des compromis parce qu'il faut bien qu'on s'en sorte, explique-t-elle. Tu es obligée

sus. » Fatima Ouassak précise que « d'un point de vue individuel, bien évidemment, chaque crime doit être sanctionné de la de composer, de la même manière que tu dois accepter les comportements très classistes de la part de certaines féministes parce que tu n'as pas le choix si tu veux que ça avance. » Interrogée au sujet de Simone Veil, la jeune militante reconnaît avoir beaucoup d'admiration pour « cette grande dame », malgré le fait qu'elle ait soutenu les militants de la Manif pour tous à la fin de sa vie. « C'est une autre génération, relativise Annabelle. Il ne s'agit pas de tout jeter à la poubelle. On peut avoir des divergences, ne pas être d'accord, mais à la fin, lorsque les faits sont là, que les droits des femmes avancent concrètement, tu n'as qu'une seule chose à faire, c'est dire merci. » Cette nécessité de composer, elles sont nombreuses à en faire les frais au sein même du milieu militant. « Parce que tu fais des concessions, on te pointe du doigt et on te considère toi aussi comme une personne problématique », dit Annabelle. Fatima Ouassak regrette, elle aussi, cette tendance actuelle du milieu militant à exclure ses propres alliées un peu trop rapidement. « On fait mine que l'on travaille à un féminisme populaire, mais le mouvement est devenu tellement codifié qu'il ne met pas du tout à l'aise celles et ceux qui voudraient le rejoindre. Cela passe par une certaine manière de s'habiller, un vocabulaire particulier, des références littéraires. » Selon Fatima Ouassak, c'est en partie pour cette raison que le mouvement féministe est passé à côté des Gilets jaunes, composés au départ de nombreuses mères venues avec leurs enfants dans des poussettes. « Parce que ces femmes parlaient de fin de mois et de marmots, que leur discours n'était pas très bien construit, le féminisme majoritaire s'en est détourné, dit-elle. Elles auraient dû les soutenir, mais le rapport de classe a pris le dessus sur la solidarité de genre. »

LES RETRAITES, UNE QUESTION FÉMINISTE



La mobilisation actuelle contre la réforme des retraites est peut-être l'occasion d'une seconde chance. Dans la rue, les femmes sont nombreuses à se mobiliser. On a pu apercevoir dans les cortèges des manifestantes en bleu de travail, bandana rouge noué autour de la tête, gants de vaisselle jaunes aux mains, symbole de la double journée des femmes. Ce sont les Rosies, membres d'un mouvement né en réaction aux propos tenus en 2019 par Édouard Philippe, qui affirmait que les femmes seraient les grandes gagnantes de la

une grande manifestation au sein des cortèges.

« Faire venir les personnes racisées, c'est toujours compliqué, dit-elle. Elles exercent souvent les métiers les moins

valorisés, les plus difficiles, à des horaires impossibles et aux conditions salariales qui ne leur permettent pas ne serait-ce que de songer à la grève. » Elle regrette néanmoins l'absence des premières de corvées, ces « essentielles » de la pandémie, que la réforme voudrait continuer à essorer. « Ces femmes appartiennent à des secteurs qui ne sont pas organisés en syndicats : les Atsem [*agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles*], les accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH), les caissières », explique Youlie Yamamoto. En 2020, pour soutenir ces corps de métier isolés, des Rosies s'étaient jointes aux occupations menées par les femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles. « Le féminisme sans lutte des classes, c'est du développement personnel », lance Youlie, un sourire aux lèvres.

Pour Hanane Ameqrane, aussi, la réforme des retraites est cruciale. Si les féministes ont obtenu un rabais sur le nombre de trimestres à acquérir pour les femmes élevant leurs enfants, la militante regrette que la question des victimes de violences sexuelles ne soit pas davantage sur la table. « Quand on est victime de viol, on souffre plus souvent d'addiction, d'obésité, de dépression, de burn out. On sait que, globalement, on va mourir plus tôt. Alors 64 ans, c'est beaucoup trop ! »

Hanane est convaincue que « le gouvernement ne s'attaquera pas efficacement à la question des violences sexistes et sexuelles tant que cela ne lui coûtera pas d'argent ». Avec d'autres féministes, elles réfléchissent à des mesures concrètes à proposer. La première : une allocation de 1 500 euros pour les victimes de violences. « L'enjeu, c'est l'autonomie, dit-elle. Reprendre du pouvoir sur soi, être en mesure de formuler ce qu'on a vécu et de se réparer sans avoir à y passer vingt ans. »

L'ESPOIR DANS L'AVENIR

Vingt ans, c'est justement le temps qui s'est écoulé depuis que les femmes des quartiers populaires se sont senties dépossédées de leurs combats. Fatima Ouassak reconnaît que des liens commencent à se tisser à nouveau entre féministes de différentes classes sociales. « On a réussi à établir un rapport de force qui consiste à dire que l'on ne peut pas être féministe sans être anti-raciste, en ayant des positions islamophobes ou en encourageant les guerres impérialistes pour sauver les femmes de Syrie, d'Afghanistan ou du Mali, affirme-t-elle. Les débats entre militantes persistent, mais la cause avance à grands pas depuis les années 2000. » Dans les quartiers populaires, la vague #MeToo est venue réparer certains dommages du passé. En mettant en évidence que la violence sexiste et sexuelle n'était pas l'apanage des Noirs et des Arabes, le mouvement a rétabli une certaine justice. « Avant #MeToo, rappelle Fatima Ouassak, le viol, c'étaient uniquement les tournantes, en bas des immeubles, par des hommes de cité. C'était dehors, jamais à la maison. C'étaient les femmes habillées en minijupe, pas les enfants. » Les différences de traitement entre agresseurs présumés – certains hommes blancs n'étant pas condamnés à la même mort sociale que d'autres figures racisées – inquiètent néanmoins la militante qui, en 2022, a craint un retour en arrière. Mais les années ont bien passé et



une nouvelle génération, différente, commence à élever la voix. Si Annabelle a vaguement entendu parler de Ni putes ni soumises, elle confesse ne s'y être jamais intéressée plus que ça. Pour sa génération, les années 2000 sont loin. Chez les plus jeunes, des barrières ont sauté. On milite différemment. « Les gens n'ont pas conscience de la génération qui arrive ! s'esclaffe Hanane Ameqrane, dans un rire explosif. Ces gamins suivent leur instinct et ils n'ont peur de rien. » À l'occasion de la marche antiraciste et féministe des quartiers populaires de Saint-Denis, en octobre 2022, Leyna, une fillette de 11 ans a pris la parole publiquement. « Femmes de Paris comme femmes de banlieues, d'ici, d'ailleurs, nous avons toutes notre place, et s'ils ne veulent pas nous la donner, alors nous allons la prendre », s'est-elle exclamée. Un peu plus tard, en tête de cortège, les petites sœurs de Hanane dansaient ensemble en riant. Les mains tendues vers le ciel, elles brandissaient des pancartes sur lesquelles elles avaient peint les noms de leurs agresseurs sexuels. 1

**« Au lieu
de libérer
la parole
des femmes,
ça nous a fait
taire encore
plus »**

**« Tu identifies
un problème
et tu te rends
compte qu'à
l'intérieur,
il y en a quatre
autres »**

**« Le féminisme
sans lutte
des classes,
c'est du
développement
personnel »**



Entretien Écologie et quartiers populaires

Reporterre

Fatima Ouassak : « Chez les écologistes, la question coloniale est un angle mort »



Par Hervé Kempf

4 mars 2023 à 09h53

Mis à jour le 6 mars 2023 à 09h35

Durée de lecture : 10 minutes

Pour la politologue Fatima Ouassak, qui publie « Pour une écologie pirate », la liberté de circulation entre Sud et Nord est une question écologiste cruciale dans un monde en bouleversement.

Fatima Ouassak est politiste et militante écologiste dans les quartiers populaires. Elle publie Pour une écologie pirate (éd. La Découverte).

Ce grand entretien a été réalisé pour le podcast de Reporterre. Écoutez-le sur toutes les plateformes :

Les Grands Entretiens de Reporterre

Fatima Ouassak - « La

00:00 / 47:21



Reporterre — La liberté est au cœur de votre livre, et notamment la libération de la terre. Vous développez une idée originale : dans les quartiers populaires, ce qui se joue, c'est la question de la terre.

Absolument. Lorsqu'on demande aux habitants des quartiers populaires pourquoi ils ne s'engagent pas sur le front écologiste, on oublie qu'on a affaire à des gens qui ne sont pas considérés comme étant chez eux là où ils habitent. Je qualifie même les populations des quartiers populaires de « *sans terre* ». Elles sont là depuis plusieurs générations et, pourtant, n'ont pas de rapport sensible, charnel, affectif, à la terre. On les désancre, c'est-à-dire qu'on leur répète à longueur de temps qu'elles ne sont pas ici chez elles, que cette terre n'est pas la leur.

C'est le débat qu'a imposé l'extrême droite dans le débat public, celui de la remigration. À cette question, le camp progressiste n'a rien d'autre à opposer que l'utilité des populations des quartiers populaires : « *Respectons cette population, acceptons-la, tolérons-la, parce qu'elle est utile.* » C'est une forme de sous-humanisation : cette population n'est légitime à être en France et en Europe que dès lors qu'elle est utile au capital.

« Je qualifie les populations des quartiers populaires de "sans terre". On leur répète à longueur de temps qu'elles ne sont pas, ici, chez elles. » © Mathieu Génon / Reporterre

Qu'est-ce qui fait que, dans les quartiers populaires, on ne se sent pas concerné par la protection de l'environnement ? Parce qu'il y a des contrôles policiers, par exemple, où l'on nous demande de sortir nos papiers pour prouver qu'on habite bien là. Il faut pouvoir se sentir chez soi pour pouvoir protéger cette terre. Ce que je dis à mes enfants, ce que nous pouvons dire à cette population, nous, militants des quartiers populaires, militants politiques, militants écologistes, c'est : vous êtes ici chez vous !

Vous écrivez : « Être chez soi, c'est pouvoir accueillir qui l'on veut sans avoir à le justifier. »

On a créé de l'inégalité de classe, presque de l'inégalité de race, entre les populations qui vivent en Europe et qui peuvent circuler en Afrique, et les populations en Afrique qui ne peuvent pas circuler de la même manière en Europe. Pourquoi n'aurait-on pas le droit dans les quartiers populaires d'accueillir les nôtres, nos familles, nos amis restés au pays ? On ne sera chez nous en Europe que dès lors qu'on pourra accueillir les nôtres.

Pour se sentir chez soi, pour être ancré dans une terre, dans une ville, dans un

quartier, il faut pouvoir s'en échapper, aller ailleurs, et aussi accueillir des amis. En fait, l'ancrage est inséparable de la liberté de circuler.

Absolument. Ces deux notions peuvent paraître contradictoires. La droite et l'extrême droite portent cette question de l'ancrage territorial et de la terre. À l'inverse, les questions de liberté et notamment de liberté de circuler sans condition, sont portées par le camp progressiste et par la gauche. Ce que j'ai essayé de faire, c'est d'articuler les deux. On ne peut se sentir chez soi quelque part que si on peut s'en échapper.

« La liberté de circulation est un angle mort du champ écologiste »

Il y a là, d'ailleurs, un angle mort du champ écologiste, qui ne pose pas la question de la mise à l'abri des populations qui subissent une catastrophe écologique. Je propose, moi, de poser en droit fondamental la liberté de circuler, comme une possibilité de se mettre à l'abri en cas de catastrophe écologique.

Dans votre livre, vous abordez avec force ce qu'il se passerait si se développe la catastrophe écologique. Et vous parlez d'un climatofascisme. Que craignez-vous ?

L'extrême droite française et européenne a quelque chose à dire sur la question climatique, elle a un projet.

Quel est ce projet ?

Celui de dire qu'il faut protéger l'Europe des hordes de barbares qui vont déferler sur nos plages, dans nos villages, dans nos

villes, parce qu'il y a catastrophe écologique, notamment en Afrique. Vue l'urgence, il faut fermer encore davantage les frontières. Ils parlent aussi de démographie, disent que l'Europe est vieillissante alors que l'Afrique, elle, fait des enfants. Et qu'il faut donc empêcher ces populations de faire des enfants. Voilà le projet porté par l'extrême droite, qui est aux portes du pouvoir.

Comment imaginez-vous l'avenir, alors que les peuples africains vont être confrontés à des difficultés énormes du fait du changement climatique ?

Le continent africain va le plus avoir à subir les conséquences du désastre écologique. Mais je ne perçois pas *a priori* la natalité comme quelque chose de négatif. Il me semble qu'il est prouvé aujourd'hui que la population mondiale va stagner à un moment donné et qu'on ne peut pas considérer que la démographie est cause du désastre climatique. Et l'Afrique a quelque chose à dire sur la question climatique. Elle n'est pas passive. Ce n'est pas l'Europe qui va sauver l'Afrique. L'Europe, au contraire, a participé à coloniser l'Afrique, à la piller.



TotalÉnergies prévoit d'exploiter de vastes champs gaziers en Afrique du Sud. De passage en France, des pêcheurs locaux ont dénoncé début 2023 cette bombe écologique. © Mathieu Génon / Reporterre

On n'écoute pas assez ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Dans les quartiers populaires, une part de nous s'y trouve. Nos parents, nos grands-parents se soucient de ce qui se passe là-bas, financent des projets pour planter des arbres ou forer des puits. Mais dans le champ politique et dans le champ écologiste, il n'y a pas assez de réflexion autour d'une sortie du capitalisme et d'un projet de lutte contre le réchauffement climatique du point de vue des Africains et des Africaines.

Vous écrivez : « L'écologie politique en France ne considère jamais l'Afrique comme un espace philosophique, politique et militant à partir duquel pourrait s'envisager une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. »

On ne valorise pas assez les luttes anticoloniales dans une perspective écologiste, c'est-à-dire qu'on ne considère pas que ce sont aussi des luttes pour se réapproprier la terre, pour reprendre de la terre au système capitaliste. Penser les luttes anticoloniales dans une perspective anticapitaliste et écologiste, permet d'avoir un peu d'espoir. En Europe, l'angoisse dans laquelle nous sommes face aux désastres climatiques est liée paradoxalement au fait qu'on pense qu'on va sauver l'humanité, qu'on va sauver le monde, qu'on va sauver le vivant, la biodiversité. Tout ne viendra pas de l'Europe. Ça viendra aussi des Sud et de l'Afrique.



« Je qualifie les populations des quartiers populaires de "sans terre". On leur répète à longueur de temps qu'elles ne sont pas, ici, chez elles. » © Mathieu Génon / Reporterre

Un grand nombre de pays africains sont en proie à des dictatures ou à des guerres civiles. Comment articulez-vous ce que vous venez de dire et ce qui semble être la réalité politique présente ?

La réalité de ce continent doit être appréciée dans une perspective historique. Des luttes de libération anticoloniale ont eu lieu pendant des décennies dans une perspective anticapitaliste et écologiste, avec la question de la terre au centre. Ces luttes n'ont pas totalement libéré le continent africain du système capitaliste et système colonial — entre autres parce que le rapport impérialiste de l'Europe vis-à-vis de l'Afrique n'a pas cessé. Mais des luttes existent. On parle beaucoup en France, à juste titre, de ce que de ce que fait Total en Afrique, notamment en Ouganda, mais on dit relativement peu à quel point les populations locales, les militants, les activistes locaux se battent. Il y a des morts, là-bas.

Lire aussi : Expulsions, arrestations, saccages : « En Ouganda, Total brise nos vies »

L'Afrique ne se contente pas d'attendre qu'on vienne la sauver, les populations se battent, réfléchissent, il y a aussi une pensée, des philosophies africaines, écologistes qu'il faut entendre.

Que sera l'adaptation au réchauffement climatique et pourquoi la liberté de circuler doit-elle en être un outil, une solution, une modalité ?

Il y aura des inondations, des sécheresses, quoi que nous fassions aujourd'hui, et donc, des victimes. Qu'est-ce qu'on met en place pour que les victimes aujourd'hui et demain puissent s'échapper, c'est-à-dire quitter le lieu du désastre et arriver à bon port ?

Cette idée de liberté de circuler comme possibilité de se mettre à l'abri — et là je parle en tant que militante politique pour les écologistes, les féministes, les antiracistes, les personnes qui se battent pour défendre les droits des migrants et des migrantes, les personnes qui luttent contre l'homophobie, la transphobie —, la liberté de circuler partout sans condition peut être quelque chose qui nous porte, une écologie joyeuse, quelque chose de positif.

Vous n'êtes pas tendre à l'égard du mouvement écologiste ou du mouvement climatique.

Je me situe dans le camp écologiste. Donc je m'adresse à mon camp de la façon la plus constructive possible, parce que l'urgence l'impose. Le camp progressiste écologiste, la gauche, n'est pas à la hauteur parce qu'il n'y a pas d'internationalisme. L'internationalisme affirme que puisque tous et toutes aujourd'hui dans le monde ne peuvent pas circuler librement, nous ne sommes pas libres.

Cette incapacité à se saisir franchement

de la question migratoire est-elle un angle mort ?

C'est un angle mort. Depuis plusieurs années, on me pose la question, à moi et à d'autres, « *comment faire pour élargir le front, pour lutter ensemble contre ce désastre qui va tous nous couler ?* ». Je m'adresse aux organisations politiques pour qui c'est un questionnement : j'essaie de donner à voir un projet du point de vue des quartiers populaires, mais c'est un projet pour tout le monde, avec au centre la question de la liberté et la question de la terre dans une perspective internationaliste.

« La gauche n'est pas à la hauteur parce qu'il n'y a pas d'internationalisme »

Il y a des organisations pour lesquelles la question coloniale est un angle mort et qui défendent une écologie de confort, selon laquelle si la classe moyenne supérieure maintient un certain niveau de confort et n'a pas trop à subir les ravages écologiques, ça ira très bien.

Elles maintiennent l'ordre social actuel ?

Oui, parce que ces organisations ne pensent pas la survie de l'humanité. Elles limitent leur champ d'action, de compétence, d'interrogation, aux frontières de l'Europe et de la France. Moi, j'aspire à une écologie qui sauverait tous nos enfants, pas uniquement les enfants du Nord, pas uniquement les enfants de classes moyennes et supérieures.

Selon vous, les écolos n'arrivent pas à vraiment prendre en compte les

bouleversements que va entraîner le changement climatique.

Absolument. On défend en Europe, et en France en particulier, un projet écologiste qui n'est pas à la hauteur. Tant qu'on sous-humanise une partie de l'humanité, qu'elle soit en Europe ou dans les pays du Sud, on ne permet pas la protection de la terre qu'habite cette sous-humanité. Si vraiment vous êtes sincère, si vraiment vous voulez lutter contre le désastre climatique, si vraiment vous voulez lutter pour les générations futures, pour vos enfants, pour vos petits-enfants, il faut prendre la mesure de ce que produit le rapport colonial à la terre, de ce que ça produit en termes de désastres climatiques, et que les deux sont complètement liés. La question coloniale n'est pas une question parallèle à la question écologique, c'est la même question, celle de la terre, de la liberté, de l'égalité humaine, de la justice.



Vivant en partie sur l'eau, les habitants de Sô-Ava, au Bénin, subissent de plein fouet le changement climatique et souffrent notamment des inondations qui se multiplient. © Yannick Folly / Reporterre

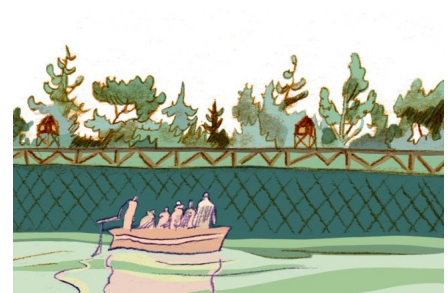
Vous écrivez qu'il ne faut pas croire qu'on va sortir du capitalisme soit de manière civilisée, soit par la barbarie, mais par une lutte révolutionnaire.

Voilà pour moi ce qui permet de qualifier un projet de révolutionnaire : être radicalement anticapitaliste, c'est-à-dire anti-impérialiste, anticolonialiste, internationaliste. Oui, j'assume qu'il va falloir se battre. Je ne sors pas des fusils, mais un livre, je viens autour de la table et je me bats avec ça, armée d'un projet, en disant qu'on a des choses à proposer. Ça ne va pas se faire en douceur, mais c'est enthousiasmant : on n'est pas dépossédé du pouvoir de changer les choses.

Après cet article

Enquête — Politique

Du XIX^e siècle à Zemmour, l'écofascisme contamine le débat politique



Grands entretiens

Écologie et quartiers populaires



15/02/2023

ELLE VEUT RENDRE LES CITÉS ÉCOLOS

Fatima Ouassak : « Le projet écologique est le seul qui peut nous libérer »

Par **Lina Rhrissi**

Dans son livre *Pour une écologie pirate*, Fatima Ouassak théorise la convergence des luttes entre l'antiracisme et l'écologie. Selon la militante, la présence policière participe au désintérêt des quartiers populaires pour la question climatique.

« J'ai voulu venir avec un truc énervé et radical », lance Fatima Ouassak. À force d'être invitée à des colloques pour parler d'une écologie qui ne lui ressemble pas, la militante antiraciste a décidé d'inventer la sienne, pour qu'on arrête de parler aux quartiers populaires de « sensibilisation » ou de « projet inclusif ».

« Vous n'allez pas nous inclure dans quelque chose. On fait partie de ce monde, c'est notre terre. »

Le résultat est : *Pour une écologie pirate* : Et nous seront libres ([Éditions La Découverte](#), 2023), publié le 8 février dernier. C'est en militant pour une alternative végétarienne à la cantine scolaire que la cofondatrice du Front des mères, syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires créé en 2016, s'est intéressée à l'écologie.

A LIRE AUSSI : [« L'Etat a déclaré la guerre à nos enfants »](#)

Dans son essai, Fatima Ouassak estime que « le racisme neutralise les résistances au désastre écologique ».



Pourtant, pour redonner un souffle révolutionnaire aux habitants des quartiers populaires, **c'est sur la lutte contre le réchauffement climatique qu'elle mise.** « C'est le seul projet qui peut nous libérer », nous dit la politologue de Seine-Saint-Denis. La mise en pratique de sa théorie est Verdragon, où nous la rencontrons. Un lieu de 963m² prêté par la mairie de Bagnolet (93) au Front de mère et au collectif Alternatiba jusqu'en 2024. À deux pas de la cité de la Capsulerie, c'est ce qu'elle appelle « la première maison de l'écologie populaire ».

Tu fais le constat qu'en France, les manifestations pour le climat sont les plus « CSP+ blanches » du mouvement social. C'est quoi la conséquence de cette sociologie des militants écolos ?

On va crever ! C'est une écologie de confort réservée aux classes moyennes supérieures. À chaque fois qu'il s'agit de penser à la façon dont on va s'adapter au réchauffement climatique, **nous, les populations des quartiers populaires, ne sommes pas associés.** La bétonnisation dans les quartiers populaires n'est pas questionnée. On ne s'interroge pas non plus sur la survie de nos enfants dans les HLM pendant la canicule.

Tu expliques qu'il y a un manque d'engagement pour la question climatique dans les quartiers populaires. Pourquoi ?

Dans le mouvement climat, la question de la liberté n'est jamais abordée. Ni celle de circuler ni celle des libertés individuelles de manière générale. **Les quartiers populaires ne sont perçus qu'à travers les questions de survie :** alimentation, logements, espaces verts, pollution de l'air... Comme si le fait que les quartiers populaires soient sous contrôle permanent était normal pour les personnes qui te posent la question de l'écologie. L'hypothèse que je fais, c'est que si cette question n'est pas posée parce que ceux qui la posent ne sont pas privés de liberté.

L'une des raisons de ce désintérêt serait la présence policière. Comment ça ?



La présence policière déshumanise l'enfant des quartiers populaires. **Il** veut jouer dehors avec ses copains. Cet espace extérieur est d'autant plus important que l'espace intérieur **est très réduit dans les cités**. Mais il voit des hommes en uniforme avec des armes de guerre et des caméras de vidéosurveillance. Toi, gamin de sept ans, tu n'es pas ici chez toi, puisque tu dois montrer tes papiers et que tu n'as pas le droit d'être oisif dehors. Le fait de ne pas se sentir chez soi empêche de protéger sa terre quand elle est attaquée.

En 2020, tu as organisé la marche Génération Adama et la Génération Climat à Beaumont-Sur-Oise (95). Comment ça s'est fait ?

La question était : qu'est-ce qui peut réunir les quartiers populaires et l'écologie ? J'ai proposé au Comité Adama et à Alternatiba de reprendre le mot d'ordre : « On veut respirer ». Il était déjà porté par le MIB dans les années 1990 et aux États-Unis en mai 2020 avec le : « **I can't breathe** » de **George Floyd, mort étouffé par un policier**.

La respiration renvoie aussi à la question de la qualité de l'air qui peut réunir les écolos et les habitants des quartiers. Ici, à Bagnolet, on milite contre les pollutions atmosphériques parce qu'il y a l'échangeur autoroutier à l'air libre qui en fait l'une des villes les plus polluées d'Europe. À l'époque, le rapprochement pouvait paraître artificiel. Aujourd'hui, cette alliance donne quelque chose de concret.

Cette concrétisation, c'est Verdragon ?

Avec le Front de mère, ça faisait longtemps qu'on cherchait un lieu pour mettre en pratique nos idées. [Verdragon a notamment mis en place des résidences d'artistes, des cours de cuisine durable, des séances « GIEC pour tous » et des ateliers de réflexion, NDLR]

Il a fallu s'allier avec Alternatiba et militer pour l'obtenir. On aura accès au pouvoir politique qu'à partir du moment où on aura des villes, des quartiers, **des endroits où l'on gère nous-même**. En France, le



pouvoir, tu ne le prends qu'au niveau local. Est-ce que oui ou non il faut faire une autoroute ? Est-ce que oui ou non il faut une piste cyclable ? Est-ce que oui ou non il faut un commissariat ? Ce sont des décisions qui font changer les choses. C'est l'ancrage qui compte.

Parmi vos réalisations, il y a l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) que vous avez mise en place. Qu'est-ce que c'est ?

À l'AMAP de Verdragon, on a une trentaine de paniers composés de fruits et légumes frais et locaux venant d'un réseau de producteurs engagés. Les bénéficiaires sont de différentes origines sociales. Mais pour l'instant, **les CSP+ paient pour que les familles de quartiers populaires aient des paniers à moitié prix ou gratuits.** C'est donc basé sur du caritatif, ce qui n'est pas ce qu'on voulait au départ. Quand tu as accès à de la nourriture en grande surface et au marché, c'est difficile de faire la démarche d'aller dans un lieu fréquenté par des gens qui ne te ressemblent pas.

Paradoxalement, c'est une pratique que tu critiques comme représentative d'une écologie de privilégiée. Qu'est-ce que ça a donné pour vous ?

Si tout le monde se mettait à récupérer sa nourriture auprès d'une AMAP, le dispositif au niveau national s'effondrerait. Sans le savoir, les clients des AMAP s'arrangent pour avoir accès au 1 pour cent de la nourriture saine produite en France puisque le modèle de production actuel ne permet pas d'en avoir davantage. **Il faudrait remettre en question le modèle capitaliste de l'agriculture.** Mais ce n'est pas parce que c'est un dispositif de classe que nous n'allons pas nous en saisir politiquement. Dans mon livre précédent, je fais la critique de l'école publique, ce qui n'empêche pas d'y scolariser mes enfants !

À l'inauguration du lieu en mars 2021, tu as subi un déferlement de haine. Que s'est-il passé ?



De la France insoumise (FI) au Parti communiste (PC), toute la gauche locale s'est mise à nous dénigrer, à insinuer que nous étions des islamistes et qu'Alternatiba avait été manipulé. Pendant un Conseil municipal, un élu a dit : « 963m2 pour que ces dames puissent siroter leur thé à la menthe, non merci. »

Les élus de gauche du coin ont prévenu les médias nationaux dans l'espoir de faire plier le maire de Bagnolet [Tony Di Martino, membre du Parti socialiste, NDLR]. Les caméras de CNEWS se sont ameutées devant le bâtiment pour nous filmer. **La chaîne a titré : « Le drapeau vert de l'islam flotte sur Bagnolet ».** Les images ne collaient pas parce qu'il y avait les militants d'Alternatiba, des blonds à lunettes, nous, des femmes sans hijab, et aucun barbu.

Ça a tout de même eu un impact parce que la télé reste la télé. Quand tu es accusée de communautarisme sur un plateau, on ne veut plus te fréquenter de peur d'être taxé d'islamo-gauchiste.

Tu t'y attendais ?

J'ai toujours été attaquée en tant que militante politique antiraciste, femme arabe et musulmane. Notre stratégie a toujours été de ne pas répondre aux fachos. Résultat, ça se cantonnait à Valeurs Actuelles ou Causeur.

Je savais qu'il y aurait des attaques de la gauche locale parce qu'ils ne veulent pas que les quartiers populaires, qui sont un vivier de voix pour eux, s'auto-organisent. **Mais je ne m'attendais pas à ce que ça prenne une ampleur nationale.** Ça a été très dur psychologiquement. Mes parents m'ont appelée pour me dire d'arrêter la politique.

Comment avez-vous réussi à rester malgré ces attaques ?

Des organisations comme Greenpeace et des personnalités comme le réalisateur du film *Demain* de Cyril Dion, ont signé une pétition pour nous soutenir. **Et on a fait comprendre au maire qu'on ne bougerait**

pas. Il a compris qu'on n'était pas des ennemis et qu'on est ici chez nous. « C'est trop tard », comme dit Omar Sy !



Le journalisme de qualité coûte cher. Nous avons besoin de vous.

Nous pensons que l'information doit être accessible à chacun, quel que soient ses moyens. C'est pourquoi StreetPress est et restera gratuit. Mais produire une information de qualité prend du temps et coûte cher. StreetPress, c'est une équipe de 13 journalistes permanents, auxquels s'ajoute plusieurs dizaines de pigistes, photographes et illustrateurs.

Soutenez StreetPress, faites un don à partir de 1 euro 🙌



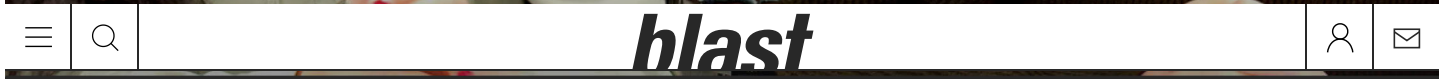
Je soutiens StreetPress ❤️



NE MANQUEZ RIEN DE STREETPRESS, ABONNEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER

Ton mail ou rien

[S'abonner](#)



L'Écologie
13.02.2023



Comment l'écologie peut-elle devenir réellement populaire ?

• Dérèglement climatique • France • Pollution

Aujourd'hui, en France, les personnes issues des classes populaires, et des quartiers populaires, sont les premières victimes des effets du dérèglement climatique et de la destruction de la planète. Elles vivent dans les territoires les plus pollués, où l'exposition au bruit et à la chaleur est la plus forte, où l'alimentation est la plus industrielle et où l'accès au soin est le plus discriminatoire. Pourtant, elles n'ont pas voix au chapitre. Ces populations sont, aujourd'hui encore, négligées par les mouvements et les partis politiques qui défendent un projet écologique. En bref, le projet écologique majoritaire en France a échoué à être réellement populaire. C'est le constat que fait la politologue Fatima Ouassak dans son nouveau livre "Pour une écologie pirate". Elle l'affirme : "Aujourd'hui, dans le champ politique, c'est l'aspiration des classes moyennes et supérieures au maintien de leur confort qui l'emporte" et ajoute "C'est parce que nous ne sommes pas libres que le monde brûle. Et le monde n'arrêtera de brûler que si nous nous libérons". Dans un contexte où l'extrême droite gagne toujours plus de terrain et où l'urgence écologique est de plus en plus forte, Fatima Ouassak propose ici une autre perspective sur la question écologique que celle de la classe moyenne blanche des centre villes. Une perspective pour élargir le front écologiste. Avec une stratégie, l'écologie pirate, un projet de résistance qui vise la libération et l'égalité digne humaine. En répondant aux questions suivantes : dans l'intérêt et du point de vue de qui va-t-on régler le problème climatique ? Est-ce toute l'humanité

que l'on veut sauver ou seulement sa partie blanche et fortunée ? Quelle écologie doit être défendue celle qui ajoute des murs aux frontières ou celle qui cherche à casser les murs ?

Crédits photo/illustration en haut de page :
Blast, le souffle de l'info

À lire aussi

Au cœur de la bataille contre deux mines de charbon qui menacent l'humanité

L'Écologie
25.01.2023

→ Voir la vidéo

Sauver le climat ne suffira pas à sauver l'humanité

L'Écologie
19.12.2022

→ Voir la vidéo

Narbonne : Orano embourbé

Justice
13.12.2022

→ Lire la suite

Plus jamais ça : l'aberration écologique du Mondial 2022 au Qatar

L'Écologie
05.10.2022

→ Voir la vidéo

La beauté de la

Zoom Arrière
28.09.2022

→ Voir la vidéo

Soutenez Blast, le souffle de l'info

Je fais un don

Je m'abonne



Vous souhaitez nous alerter sur un sujet ? Vous avez des infos qui vous semblent mériter que la rédaction de Blast les analyse, pour éventuellement enquêter dessus ?
Cette adresse mail vous est ouverte : enquetes.blast@protonmail.com ([voir les instructions](#))



Paloma Moritz

Critiques | Essais

Libérer l'environnement

Malgré une « *urgence climatique de plus en plus palpable* », la politologue Fatima Ouassak constate que la mobilisation en faveur de la protection de la nature est non seulement « *relative-ment faible* », mais surtout qu'elle n'est « *pas populaire* ». Après s'être intéressée aux populations de banlieue, dans *La Puissance des mères* (La Découverte, 2020), sous l'angle féministe, elle poursuit ici sa réflexion dans une perspective écologique. Si le mouvement écologiste est, selon elle, surtout composé de personnes « *issues des classes moyennes et supérieures blanches* », c'est parce qu'« *on n'est pas en position de protéger une Terre en danger là où on est soi-même écrasé et sous contrôle permanent* ». Car les banlieues, selon Fatima Ouassak, étouffent autant de la qualité de l'air dégradée que de la présence policière – d'où la nécessité de penser la sauvegarde du vivant en dehors du « *système colonial-capitaliste* ». *Pour une écologie pirate*, par sa prise en compte des discriminations de classe, de race et de genre, substitue ainsi à la notion de protection – « *de l'environnement, de la nature, du vivant* » – celle de « *libération* ». L'autrice y élabore une écologie solidement articulée à la liberté de circuler, à la lutte contre les extrêmes droites, et tournée vers les territoires stratégiques que sont l'Afrique et la Méditerranée. ■

SOPHIE BENARD

► **Pour une écologie pirate. Et nous serons libres**, de Fatima Ouassak, La Découverte, « Cahiers libres », 192 p., 17 €, numérique 5 €.





L'essai coup de poing POUR UNE ÉCOLOGIE PIRATE

C'est un livre sur l'écologie qui parle, en réalité, des banlieues. Car il s'agit là d'un seul et même sujet, selon son autrice, Fatima Ouassak. Deux ans après *La Puissance des mères* (éd. La Découverte), ouvrage qui appelait à politiser la maternité, elle publie *Pour une écologie pirate*, deuxième volet d'une trilogie. La politologue y développe une pensée ancrée dans les espaces périphériques, en partant de ce constat : les habitant-es des banlieues se mobilisent très peu pour l'écologie, alors que ce sont les premier-ères concerné-es par la pollution de l'air, l'insalubrité, la bétonisation et la mal-

bouffe industrielle. Faut-il pour autant en conclure qu'ils et elles n'en ont rien à secouer ? Que nenni. La faute à une écologie de classe, qui s'adresse d'abord aux personnes urbaines, blanches et de classe moyenne. La démonstration menée par cet essai édifiant consiste à révéler comment les descendant-es de l'immigration africaine ont été entravé-es dans leur participation politique, donc écologique. Car dans ces quartiers, tout est mis en place pour que l'on ne se rassemble pas. On y a trop chaud l'été et trop froid l'hiver. Ces espaces, relégués à la marge par les pouvoirs publics, font ainsi les frais à la fois d'une ségrégation socioraciale et

d'inégalités environnementales. Bref, elle signale ici l'échec de ce qu'elle nomme « l'écologie majoritaire », égratignant au passage une gauche qui préfère soigneusement éviter de penser ensemble questions raciales et écologie.

La fondatrice du Front de mères, premier syndicat de parents d'élèves de quartiers populaires, s'appuie ici sur son expérience de militante sur le terrain : celle qui s'est battue pour obtenir un repas végétarien dans la cantine de sa fille a aussi cofondé, chez elle, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), Verdragon, première maison de l'écologie



populaire. Elle écrit : « Dans les quartiers populaires, la question écologique ne peut pas être celle de la protection de la terre – de l'environnement, de la nature, du vivant ; elle doit être celle de sa libération. » La transition écologique sera l'affaire de tous-tes ou ne sera pas, et le béton des cités constitue un terreau insurrectionnel qui ne demande qu'à éclore. ● Clémentine Gallot

Pour une écologie pirate. Et nous serons libres, de Fatima Ouassak. Éd. La Découverte, 272 pages, 16 euros. À paraître le 9 février.

